

CGT (Educ'action et SGEPE), FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation CTPA du 3 novembre 2010 - Déclaration intersyndicale

Monsieur le Recteur,
Mesdames et messieurs les membres du CTPA,

La réforme des retraites, proposée par le Président de la République et le gouvernement vient d'être votée par le parlement au mépris de l'opinion d'une très grande majorité de Français qui soutiennent, sans faiblir, le mouvement de protestation contre elle.

En refusant d'ouvrir de véritables négociations avec les organisations syndicales, en demeurant sourd aux arguments avancés et en disqualifiant ainsi toute forme de respiration démocratique, le président de la République et son gouvernement font fi des fondements même de notre démocratie. Et cette forme de gouvernance n'est malheureusement pas limitée au seul dossier des retraites.

Après avoir mené une campagne mensongère sur son projet, dépensé des millions de l'argent public en campagne de publicité pour tenter de justifier sa réforme, le gouvernement est en grande difficulté car plus de 70% de nos concitoyens persistent à la rejeter et ne se laissent pas abuser par les faux arguments.

Car son adoption ne change rien : elle n'en demeure pas moins profondément injuste, inégalitaire et inefficace. Son objectif réel est de faire baisser le niveau des retraites et de pousser les salariés à cotiser aux fonds de pension. Elle n'assure pas la pérennité de notre système par répartition : la preuve en est faite par l'amendement voté dans la nuit au Sénat, qui prévoit une remise à plat du système de financement des retraites dès 2013. L'annonce de l'augmentation de plus de 16% du chômage des seniors en septembre est une preuve supplémentaire que cette loi ne peut que renforcer les inégalités et casser les solidarités.

Les fonctionnaires sont particulièrement pénalisés par cette loi : touchés comme tout le monde par le recul de l'âge de départ, ils verront aussi leur cotisation augmenter et les mères de trois enfants vont perdre leur droit à partir plus tôt à la retraite.

Concernant les jeunes, après avoir martelé que sa réforme visait à conforter le système de retraite pour les jeunes générations, le gouvernement leur dénie maintenant le droit de s'en mêler. Or, personne n'est dupe : la réforme proposée va augmenter le chômage des jeunes et les priver du droit à une retraite décente. Il n'y a là aucune manipulation : seulement une prise de conscience.

L'intersyndicale interprofessionnelle demande au Président de la République de laisser cette loi dans les cartons, comme celle du CPE, et d'ouvrir des négociations pour une réforme des retraites préservant réellement le système par répartition et proposant des financements permettant de développer les solidarités et de mieux partager les richesses produites. Les financements existent pour peu qu'on mette à contribution les hauts revenus et ceux du patrimoine et que l'on se donne les moyens d'une réelle politique de l'emploi et d'augmentation des salaires. C'est une question de justice et un véritable choix de société.

Enfin nous voulons également dénoncer un budget 2011 de régression qui se prépare pour les Services Publics et en particulier pour l'Éducation. Les milliers de suppressions de postes et les réductions drastiques de crédits vont asphyxier un peu plus l'École Publique. De plus, les conséquences du gel annoncé des dotations aux collectivités auront des effets immédiats et importants sur les écoles et les établissements du second degré.

Alors que tous les rapports (Cour des Comptes, Inspection Générale de l'Éducation Nationale, Rapport Attali) s'inquiètent du manque de moyens consacrés à notre système éducatif par rapport aux autres pays européens, là encore le gouvernement fait la sourde oreille et affiche un mépris souverain.

Sans aucune négociation avec les organisations syndicales, il décide de bloquer les salaires des fonctionnaires et d'augmenter leurs cotisations retraites. C'est sans doute la nouvelle devise du Président de la République « travailler plus, cotiser plus et gagner toujours moins ».

Dans un tel contexte, nous, représentants des organisations syndicales CGT (Educ'action et SGEPE), FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation des personnels de l'Éducation Nationale, avons décidé de ne pas participer à ce CTPA. Notre place est aux côtés de celles et ceux qui se battent aujourd'hui pour exiger le maintien de la retraite à 60 ans et demain pour le maintien et l'amélioration des Services Publics.